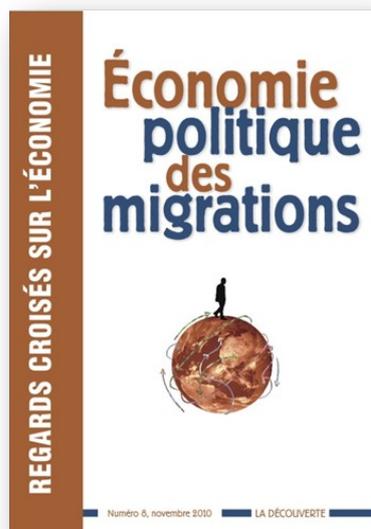


## Economie politique des migrations

Le numéro 8 des *Regards croisés sur l'économie* est sorti!

Consacré à l'économie politique des migrations, il aborde toutes les questions sensibles : quels sont les effets de l'immigration sur les salaires, les systèmes de protection sociale, la croissance ? Le brain-drain est-il un fléau pour les pays en voie de développement ? L'immigration peut-elle résoudre le problème des retraites ?



Vous trouverez dans ce numéro un large panorama des mouvements migratoires au début du 21<sup>e</sup> siècle, un point sur les enjeux et les conséquences économiques des migrations, et l'analyse critique des pistes politiques proposées pour prendre en compte ces phénomènes. A découvrir d'urgence!

*A commander sur notre site internet et dans votre librairie*

## 1. Qui migre?

Pourquoi migre-t-on ? Quelles sont les conséquences de l'immigration pour les pays de départ et d'accueil ? Sur ces questions, les économistes ont développé des théories qui, certes encore imparfaites, fournissent un éclairage utile allant souvent à rebours de nombreux préjugés.

On a tendance à oublier que la France a été, jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, la terre d'immigration par excellence en Europe, la plus ancienne et la plus importante. Le contraste est saisissant avec la période actuelle : d'après l'OCDE, les flux migratoires sont 5 fois plus importants en Espagne qu'en France, 4 fois plus en Allemagne, 3 fois plus en Grande-Bretagne. Compter le nombre de migrants est certes difficile, mais les statistiques de l'OCDE montrent que la France a largement tourné le dos à sa tradition d'accueil, et ce bien avant la crise actuelle qui, comme toutes les crises économiques, exacerbe les

sentiments xénophobes. Selon les meilleures sources disponibles, 156 000 étrangers ressortissants d'un pays hors Union européenne sont entrés en France en 2008, un chiffre relativement stable depuis le début des années 2000. Cette stabilité contraste avec l'essor sans précédent des mouvements de population à l'échelle planétaire : les migrations internationales ont triplé depuis les années 1970 ; et elles concernent aujourd'hui toutes les régions du monde et plus seulement l'Europe comme au XXe siècle. De nouveaux migrants sont apparus, tels que les réfugiés et les demandeurs d'asile, les sans

papiers, ou bien encore les élites des pays en développement.

À l'avenir, les migrations pourraient prendre de nouvelles formes. Les changements climatiques pourraient provoquer le déplacement de millions de personnes sous l'effet du dérèglement des éléments aquatiques. Sur ce sujet, les incertitudes sont légion ; de nombreuses estimations du nombre potentiel de déplacés circulent, mais leur fiabilité est incertaine. Il est néanmoins urgent de réfléchir dès à présent à la façon d'encadrer les migrations climatiques et au statut des futurs migrants.

## 2. Causes, conséquences : éclairages théoriques

Pourquoi migre-t-on ? Quelles sont les conséquences de l'immigration pour les pays de départ et d'accueil ? Sur ces questions, les économistes ont développé des théories qui, certes encore imparfaites, fournissent un éclairage utile allant souvent à rebours de nombreux préjugés.

Il en va de l'effet de l'immigration sur les pays d'accueil comme de son effet sur les pays de départ : les préjugés sont bien ancrés, les réponses de la science économique bien plus nuancées, prudentes et

souvent contre-intuitives. L'analyse économique infirme l'idée que l'arrivée de travailleurs étrangers tirerait à la baisse les salaires des natifs. Mais à l'inverse, l'immigration ne peut constituer une solution aux

problèmes du marché du travail, comme l'augmentation du ratio de dépendance ou l'appariement difficile entre l'offre et la demande de travail dans certains secteurs d'activité. Les finances publiques y

gagneraient peu. Quant à une politique « d'immigration sélective », elle aurait peu d'effets macroéconomiques sans changement du volume total d'entrées... mais c'est pourtant cette croyance qui anime la politique française d'immigration.

L'économie du développement s'est quant à elle penchée sur les raisons de l'émigration au départ de pays en voie de développement, d'abord expliquée par une différence de salaire entre la région de départ et celle d'arrivée. Elles ont progressivement été enrichies pour intégrer des dimen-

sions bien plus complexes, telles que les effets de réseaux, ou bien la façon dont la migration peut, au niveau familial, constituer une forme d'assurance.

Les économistes nuancent également l'idée que la fuite des cerveaux est une malédiction pour les pays en voie de développement : la possibilité de migrer incite les natifs à acquérir davantage d'éducation, ce qui a un effet positif sur les économies de départ. Les migrants, *ex post*, sont ensuite à l'origine de transferts monétaires de capitaux et de technologies des pays développés

vers les pays en développement.

Enfin, les pays riches ne se préoccupent pas seulement de l'effet de l'immigration sur leurs économies, mais aussi de celui... de l'émigration. La crainte, sans cesse réitérée, est celle de l'exil fiscal des plus hauts revenus et des plus grosses fortunes. De fait, cette crainte justifie sur le papier la diminution du taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu. Là encore, les économistes nous montrent que la prudence est de mise face à des discours souvent excessifs et sans grand fondement.

### 3. Quelles politiques migratoires?

Avant le XXe siècle, la notion de politique migratoire n'avait pas de sens : les frontières étaient ouvertes et les traités de libre-échange avaient supprimé les papiers d'identité. Aujourd'hui, la question de la « bonne politique migratoire » est omniprésente, bien que sa définition n'ait rien d'évident : tout dépend du point de vue adopté.

Dans le discours politique national, le point de vue implicite est toujours essentiellement celui du pays concerné : on se garde bien d'évoquer les gains de l'ouverture des frontières pour d'autres pays que le sien. Même en se limitant au point de vue national, la politique migratoire française peut être critiquée, notamment du fait de son instabilité : les règles du jeu changent rapidement, comme en témoigne le nombre de lois adoptées depuis 2006, sans évaluation, ni suivi détaillé ou contrôle des coûts rigoureux.

À l'échelle européenne, un niveau de mobilité élevé est une condition nécessaire au succès de l'union monétaire car il permet l'ajustement du marché du travail face à des chocs économiques touchant certains pays mais pas d'autres, afin de rétablir l'équilibre. Les travailleurs européens restent cependant très peu mobiles : les coûts de la migration sont encore trop élevés, et les initiatives de l'Union européenne extrêmement modestes. Les efforts de l'UE sont bien davantage tournés vers la gestion des migrations extra-

européennes : une agence spécifique a pour mission de coordonner les efforts des États membres en matière de politique de sécurité et de contrôle des frontières extérieures de l'UE. Son budget a explosé, et le nombre de traversées illégales des frontières de l'UE a officiellement baissé. À l'échelle mondiale, la politique économique optimale consiste à ouvrir largement les frontières. Les pays développés verraient les inégalités diminuer fortement—un exemple d'externalité positive peu évoquée dans le débat.



A l'occasion de la parution de ce 8<sup>ème</sup> numéro,

Le **séminaire de valorisation Ined** en partenariat avec la revue **Regards croisés sur l'économie** vous convie à une soirée-débat

Sur le thème : "**Politique migratoire : y a-t-il une spécificité française ?**",

Avec :

**François Héran,**  
Ancien directeur de l'Ined

**Eric Fassin,**  
Sociologue à l'École Normale Supérieure

**Lionel Ragot,**  
Économiste à l'université de Lille 1

**Le mercredi 24 novembre à 20h00**

**École normale supérieure**  
Salle Dussane  
45, rue d'Ulm  
75005 Paris  
Entrée libre

Le débat sera suivi d'un cocktail.

[http://www.ined.fr/fr/rendez\\_vous/valorisation\\_recherche](http://www.ined.fr/fr/rendez_vous/valorisation_recherche)

<http://www.rce-revue.com>

**Abonnez-vous !**

**Abonnement un an (2 numéros) : 30 €**

**Abonnement deux ans (4 numéros) : 60 €**

**ABONNEMENTS@ALTERNATIVES-ECONOMIQUES.FR**